



9 OCTOBRE 1789 :

ABROGATION DE L'ORDONNANCE DE COLBERT

PATRICK MICHAUD
AVOCAT

Nos constituants avaient déjà le 26 août 1789 profondément modifié l'esprit de la loi pénale dans le cadre du vote de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Dès le 17 août 1789, Nicolas Bergasse organisait de la justice sur les bases dans chaque canton, des tribunaux justice d'appel par province, la d'exception.



proposait une nouvelle suivantes : un juge de paix intermédiaires, une cour de suppression des juridictions

Il réclamait des garanties pour la liberté individuelle, à l'imitation de l'habeas corpus britannique, la publicité de l'information et des débats, l'institution de jurys, l'adoucissement des peines, l'amélioration de la police.

Mais l'Assemblée était alors en train de discuter la Déclaration des droits de l'homme.

Elle ajourna le projet Bergasse après en avoir retenu les principes fondamentaux, qu'elle inscrivit dans les articles 7, 8 et 9 de la Déclaration des droits de l'homme.

votée le 26 août 1789, et qui comportât des principes juridiques fondamentaux :

Interdiction des arrestations arbitraires (article 7) ;

Nécessité et proportionnalité des peines (article 8) ;



Légalité des peines (article 8) ;

Non-rétroactivité de la loi pénale (article 8) ;

Présomption d'innocence (article 9) ;

Caractère indispensable de toute arrestation avant jugement (article 9).

Ces trois articles (7, 8 et 9) de la Déclaration furent pour l'essentiel l'œuvre d'un magistrat, Duport, et de deux avocats, Mounier et surtout Target.



En moins d'une journée, le 22 août, la discussion et le vote de ces trois articles fondamentaux furent acquis. Aucune objection ne fut élevée contre l'insertion de ces textes dans la Déclaration des droits.

Par ailleurs

- l'article 3, en rappelant que le principe de toute souveraineté réside dans la nation et que nul corps ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément, implique qu'à la vénalité des charges, propriété des officiers de justice, succède l'élection des magistrats, expression de la souveraineté du peuple.

- L'article 16, en affirmant le principe de la séparation des pouvoirs, reprend l'exigence de Montesquieu que ni le pouvoir exécutif ni le pouvoir législatif ne détiennent le pouvoir de juger.

Ce n'est pas pour autant que cet article 16 proclame la nécessité d'un pouvoir judiciaire autonome à égalité avec le législatif et l'exécutif. Mais la division des pouvoirs implique que l'autorité judiciaire ne puisse pas empiéter sur la fonction législative ; d'où l'interdiction des arrêts de règlement, d'où la relativité de la chose jugée , d'où l'interdiction de l'action de groupe déjà appliquée à l'étranger .

Le procès et ses sanctions étaient individuels, personnels et non collectifs, la sanction familiale étant supprimée.

De même, défense est faite à l'autorité judiciaire de censurer les actes de l'exécutif. D'où la distinction française entre justice judiciaire et justice administrative.

***MAIS BIEN AUSSI IMPORTANT FUT LE VOTE DE
L'ABROGATION DE
L'ORDONNANCE DE COLBERT***

Le 29 septembre 1789, le comité « chargé de proposer à l'assemblée nationale un projet de déclaration sur quelques changements provisoires dans l'ordonnance criminelle » présenta son projet à nos constituants.

Ce comité était présidé par Me de BAUMETZ, avocat au Barreau d'ARRAS et ennemi intime de ROBESPIERRE.

Sous un titre sans saveur, le projet était tout simplement révolutionnaire comme le prouve la lecture du décret ci –dessous.

***LES DROITS DE NOTRE DEFENSE PENALE, CELLE DE L HOMME, ONT VU
LE JOUR CE 9 OCTOBRE 1789***

L'Assemblée nationale,

considérant qu'un des principaux droits de l'homme qu'elle a reconnus, est celui de jouir, lorsqu'il est soumis à l'épreuve d'une poursuite criminelle, de toute l'étendue de liberté et sûreté pour sa défense, qui peut se concilier avec l'intérêt de la société, qui commande la punition des délits ; que l'esprit et les formes de la procédure pratiquée jusqu'à présent en matière criminelle, s'éloignent tellement de ce premier principe de l'équité naturelle et de l'association politique, qu'ils nécessitent une réforme entière de l'ordre judiciaire pour la recherche et le jugement des crimes ; que si l'exécution de cette réforme entière exigé la lenteur et la maturité des lus profondes méditations, il est cependant possible de faire jouir dès à présent la nation de l'avantage de plusieurs dispositions qui, sans subvertir l'ordre de procéder actuellement suivi, rassureront l'innocence, et faciliteront la justification des accusés, en même temps qu'elles honoreront davantage le ministère des juges dans l'opinion publique, a arrêté et décrété les articles qui suivent :

Art. 1^{er}. Dans tous les lieux où il y a un ou plusieurs tribunaux établis, la municipalité, et au cas qu'il n'y ait pas de municipalité, la communauté des habitants nommera un nombre suffisant de

notables, eu égard à l'étendue du ressort, parmi lesquels seront pris les adjoints qui assisteront à l'instruction des procès criminels, ainsi qu'il va être dit ci-après.

Art. 2. Ces notables seront choisis parmi les citoyens de bonnes moeurs et de probité reconnue ; ils devront être âgés de vingt cinq ans au moins et de savoir signer. Leur nomination sera renouvelée tous les ans. Ils prêteront serment à la commune, entre les mains des officiers municipaux ou syndics, ou de celui qui la préside, de remplir fidèlement leurs fonctions, et surtout de garder un secret inviolable sur le contenu en la plainte et autres actes de la procédure. La liste de leurs noms, qualités et demeures sera déposée, dans les trois jours, aux greffes des tribunaux, par le greffier de la municipalité ou de la communauté.

Art. 3. Aucune plainte ne pourra être présentée au juge qu'en présence de deux adjoints amenés par le plaignant, et par lui prix à son choix ; il sera fait mention et leur présence et de leurs noms dans l'ordonnance qui sera rendue sur la plainte, et ils signeront avec le juge, à peine de nullité.

Art. 4. Les procureurs-généraux et les procureurs du Roi ou fiscaux qui accuseront d'office, seront tenus de déclarer, par acte séparé de la plainte, s'ils ont un dénonciateur ou non, à peine de nullité ; et s'ils ont un dénonciateur, ils déclareront en même temps son nom, ses qualités et sa demeure, afin qu'il soit connu du juge et des adjoints à l'information, avant qu'elle soit commencée.

Art. 5. Les procès-verbaux de l'état des personnes blessées ou des corps morts ainsi que du lieu où le délit aura été commis, et des armes, hardes et effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge, seront dressés en présence de deux adjoints appelés par le juge, suivant l'ordre du tableau mentionné en l'article 2 ci-dessus, qui pourront lui faire leurs observations, dont il sera fait mention et qui signeront ces procès-verbaux, à peine de nullité. Dans le cas où le lieu du délit serait à une trop grande distance du chef-lieu de la juridiction, les notables nommés dans le chef-lieu pourront être suppléés, dans les fonctions d'adjoints aux procès-verbaux, par les membres de la municipalité ou de la communauté du lieu du délit, pris en pareil nombre par le juge d'instruction.

Art. 6. L'information qui précédera le décret, continuera d'être faite secrètement, mais en présence de deux adjoints qui seront également appelés par le juge, et qui assisteront à l'audition des témoins.

Art. 7. Les adjoints seront tenus, en leur âme et conscience, de faire au juge les observations, tant à charge qu'à décharge, qu'ils trouveront nécessaires pour l'explication des dites des témoins ou l'éclaircissement des faits déposés, et il en sera fait mention dans le procès-verbal d'information, ainsi que des réponses des témoins. Le procès-verbal sera coté et signé à toutes les pages par les deux adjoints ainsi que par le juge, à l'instant même et sans désemparer, à peine de nullité, et il en sera également fait une mention exacte, à peine de faux.

Art. 8. Dans le cas d'uns information urgente qui se ferait sur le lieu même pour flagrant délit, les adjoints pourront, en cas de nécessité, être remplacés par deux principaux habitants qui ne seront pas dans le cas d'être entendus comme témoins, et qui prêteront sur le champ serment devant le juge d'instruction.

Art. 9. Les décrets d'ajournement personnel ou de prise de corps ne pourront plus être prononcés que par trois juges au moins, ou par un juge et deux gradués ; et les commissaires des cours supérieurs qui seront autorisés à décréter dans le cours de leur commission, ne pourront le faire qu'en appelant deux juges du tribunal du lieu, ou, à leur défaut, des gradués. Aucun décret de prise de corps ne pourra désormais être prononcé contre les domiciliés, que dans le cas où, par la nature de l'accusation et des charges, il pourrait échoir peine corporelle. Pourront néanmoins les juges faire arrêter sur le champ, dans le cas de flagrant délit ou de rébellion à justice.

Le droit d'être assisté d'un avocat

Art. 10. L'accusé décrété de prise de corps pour quelque crime que ce soit, aura le droit de se choisir un ou plusieurs **conseils**, avec lesquels il pourra conférer librement en tout état de cause, et l'entrée de la prison sera toujours permise auxdits **conseils**. Dans le cas où l'accusé ne pourrait pas en avoir par lui-même, le juge lui en nommera un d'office, à peine de nullité.

Publicité contradictoire de l'instruction

11. Aussitôt que l'accusé sera constitué prisonnier, ou se sera présenté sur le décret d'assigné pour être ouï, ou d'ajournement personnel, tous les actes de l'instruction seront faits contradictoirement avec lui, publiquement, et les portes de la chambre d'instruction étant ouvertes : dès ce moment l'assistance des adjoints.

Suppression du serment

12. Dans les vingt-quatre heures de l'emprisonnement de l'accusé, le juge le fera paraître devant lui, lui fera lire la plainte, la déclaration du nom du dénonciateur, s'il y en a, les procès-verbaux ou rapports et l'information ; il lui fera représenter aussi les effets déposés pour servir à l'instruction ; il lui demandera s'il a choisi ou s'il entend choisir un **conseil**, ou s'il veut qu'il lui en soit nommé un d'office. En ce dernier cas, le juge nommera le **conseil**, et l'interrogatoire ne pourra être commencé que le jour suivant.

Pour cet interrogatoire et pour tous les autres, **le serment ne sera plus exigé de l'accusé, et il ne le prêtera pendant tout le cours de l'instruction que dans le cas où il voudrait alléguer des reproches contre les témoins.**

13. Il en sera usé de même à l'égard des accusés qui comparaitront volontairement sur un décret d'assigné pour être ouïs, ou d'ajournement personnel.

Le droit d'accès au dossier

14. **Après l'interrogatoire**, la copie de toutes les pièces de procédure, signée du greffier, **sera délivrée sans frais à l'accusé, sur papier libre, s'il la requiert et son conseil aura le droit de voir les minutes, ainsi que les effets déposés pour servir à l'instruction.**

15. La continuation et les additions de l'information qui auront lieu pendant la détention de l'accusé ; depuis son décret, seront faites publiquement et en présence, sans qu'il puisse interrompre le témoin *pendant le cours de sa déposition*.

16. Lorsque la déposition sera achevée, l'accusé pourra faire faire au témoin, par l'organe du juge, les observations et interpellations qu'il croira utiles pour l'éclaircissement des faits rapportés, ou pour l'explication de la déposition. La mention, tant des observations de l'accusé, que des réponse du témoin, sera faite, ainsi qu'il se pratique, à la confrontation ; mais les aveux, variations ou rétractations du témoin, en ce premier instant, ne le feront pas réputer faux témoin.

Le droit à un procès contradictoire

17. Les procès criminels ne pourront plus être réglés à l'extraordinaire que par trois juges au moins. Lorsqu'ils auront été ainsi réglés, il sera, en présence de l'accusé ou des accusés, procédé d'abord au récolement des témoins et de suite à leur confrontation. Il en sera usé de même par

rapport au récolement des accusés sur leur interrogatoire, et à leur confrontation entre eux. Les reproches contre les témoins pourront être proposés et prouvés en tout état de cause, tant après qu'avant la connaissance des charges, et l'accusé sera admis à les prouver si les juges les trouvent pertinents et admissibles.

Le droit de présence de l'avocat

18. **Le conseil de l'accusé** aura le droit d'être présent à tous les actes de l'instruction, sans pouvoir y parler au nom de l'accusé, ni lui suggérer ce qu'il doit dire ou répondre, si ce n'est dans le cas d'une nouvelle visite ou rapport quelconque, lors desquels il pourra faire ses observations, dont mention sera faite dans le procès-verbal.

19. **L'accusé aura droit de proposer, en tout état de cause, ses défenses et faits justificatifs ou d'atténuation ;** et la preuve sera reçue de tous ceux qui seront jugés pertinents, et même du fait de démeance, quoiqu'ils n'aient point été articulés par l'accusé dans son interrogatoire et autres actes de la procédure. Les témoins que l'accusé voudra produire, sans être tenu de les nommer sur-le-champ, seront entendus publiquement, et pourront l'être en même temps que ceux de l'accusateur, sur la continuation ou addition d'information.

20. **Il sera libre à l'accusé soit d'appeler ses témoins** à sa requête, soit de les indiquer au ministère public pour qu'il les fasse assigner ; mais dans l'un ou l'autre cas, il sera tenu de commencer ses diligences ou de fournir l'indication de ses témoins dans les trois jours de la signification du jugement qui aura admis la preuve.

Publicité des audiences

21. Le rapport du procès sera fait par un des juges, les conclusions du ministère public données ensuite et motivées, le dernier interrogatoire prêté et le jugement prononcé, **le tout à l'audience publique.** L'accusé ne comparaitre à cette audience qu'au moment de l'interrogatoire, après lequel il sera reconduit, s'il est prisonnier ; mais son **conseil** pourra être présent pendant la séance entière, et parler pour sa défense après le rapport fini, les conclusions données et le dernier interrogatoire prêté. Les juges seront tenus de se retirer ensuite à la chambre du conseil, d'y opiner sur délibéré, et de reprendre incontinent leur séance publique pour la prononciation du jugement.

Obligations de motivations en fait des condamnations

22. Toute condamnation à peine afflictive ou infamante, en première instance ou en dernier ressort, exprimera les faits pour lesquels l'accusé sera condamné, sans qu'aucun juge puisse jamais employer la formule, *pour les cas résultant du procès*.

23. Les personnes présentes aux actes publics de l'instruction criminelle, se tiendront dans le silence et le respect dus au tribunal, et s'interdiront tout signe d'approbation ou d'improbation, à peine d'être emprisonnées sur le champ par forme de correction, pour le temps qui sera fixé par le juge, et qui ne pourra cependant excéder huitaine, ou même poursuivies extraordinairement, en cas de trouble ou d'indécence grave.

Suppression de la sellette , de la question et donc du serment

24. L'usage de la sellette au dernier interrogatoire, et la question, dans tous les cas, sont abolis.

Ordonnance criminelle de 1670 (T.XIV, art.7) : *L'accusé prêtera serment avant d'être interrogé, et en sera fait mention à peine de nullité*

25. Aucune condamnation à peine afflictive ou infamante ne pourra être prononcée qu'aux deux tiers des voix ; et la condamnation à mort ne pourra être prononcée par les juges en dernier ressort, qu'aux quatre cinquièmes.

26. Tout ce qui précède sera également observé dans les procès poursuivis d'office, et dans ceux qui seront instruits en première instance dans les cours supérieures. La même publicité y aura lieu pour le rapport, les conclusions, le dernier interrogatoire, le plaidoyer du défenseur de l'accusé, et le jugement, dans les procès criminels qui y seront portés par appel.

27. Dans les procès commencés, les procédures déjà faites subsisteront, mais il sera procédé au surplus de l'instruction et au jugement, suivant les formes prescrites par le présent décret, à peine de nullité.

28. L'ordonnance de 1770, et les édits, déclarations et règlements concernant la matière criminelle, continueront d'être observés en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.